

Mena

CD - 1/89

DOC. PREP.

(Point 4.2. de l'Ordre du Jour proposé)

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE THEME ANNUEL

Introduction

Ce groupe de travail a été mis en place par le CD de Liège (oct. 1988) pour préparer et proposer les activités à organiser dans le cadre du thème annuel de 1989, le Timor Est.

La branche portugaise a invité le groupe à tenir sa première réunion au Portugal, permettant ainsi au groupe de prendre contact avec des représentants du Timor et des groupes portugais de solidarité.

Etant donné le manque de disponibilité dans le budget, le Steering Committee a recommandé au Secrétaire Européen de demander d'abord l'avis des membres du groupe de travail quant aux méthodes de travail et à la nécessité d'une réunion. Tous les membres du groupe de travail ont répondu positivement en proposant une réunion dans l'immédiat.

Entretiens, le Secrétaire Européen et la Trésorière ont étudié les possibilités d'introduire une demande financière pour cette première réunion. Un subside de 15.000 FF fut accordé à cette fin par le Fonds Européen pour la Jeunesse.

Etant donné la possibilité d'avoir cette première réunion en décembre, en accord avec la branche portugaise et les autres membres du groupe de travail, le Secrétaire Européen a programmé la réunion pour les 27, 28 et 29 janvier à Alfarelos, Portugal.

COMPTE RENDU DE LA REUNION

Présents: Niklaus Liggensdorfer (CFD-CH)
Christina MCHugh (CMP-GB)
Marc Bouché (MJP-B)
Teresa Cunha (MCP-P)
Rui Gomes (Secrétaire Européen)

Observateurs: Mark Roberts (CMP-GB)
Filomena Oliveira (MCP-P)
Salomé (MCP-P)

Invités: Lurdes Pereira - "COY" (Département de l'Indormation du FRETILIN)
Dr Moisés do Amaral (Président de l'UDT)
Joao dos Reis (Réfugiés timorais)

Ordre du jour: 1. Le rôle du thème annuel dans le contexte du MCP international
2. Stratégies et priorités d'action
3. Activités au niveau national
4. Activités au niveau international
5. Moyens financiers
6. Tâches et rôles des membres du groupe de travail

1. Le rôle du thème annuel dans le contexte du MCP Int.

Rui a rappelé au groupe l'origine et les objectifs du thème annuel. Il a présenté au groupe les étapes qu'il a fait pour impliquer d'autres branches dans ce travail, demandant les activités que les branches pourraient avoir prévues dans le contexte du thème annuel. Jusqu'à présent, il n'y a eu qu'une réponse, des branches allemande et française, par laquelle ils ont exprimé leur impossibilité de travailler sur le Timor Est en tant que thème.

Le groupe de travail a été informé de cette lettre et a rappelé les origines du thème annuel, une idée qui est née lors du séminaire "Nouvelles méthodes de travail pour la paix" de 1986, et comment l'idée fut traitée entretemps lors de la réunion de Berne sur la campagne "Faim pour la Justice et la Paix". Le groupe a conclu que l'objectif du thème annuel devait être celui de regrouper les branches autour d'un sujet commun, et non de les diviser. Il regrette qu'il n'y ait pas eu plus de temps lors du CD pour discuter du thème, mais néanmoins, la décision a été prise, et c'est certainement un bon thème. Le groupe a exprimé ses inquiétudes quant aux hésitations du Steering Committee à propos de la réunion du groupe et quant à l'impossibilité de certaines branches à mener à bien une décision du CD. Néanmoins, le groupe croit qu'il est possible de faire beaucoup de bon travail, et qu'il doit être fait avec les branches intéressées, et une des tâches du groupe doit être aussi d'encourager les branches qui sont réticentes à s'engager dans le sujet.

2. Stratégies et priorités d'action

Pour cette partie de la réunion, le groupe a compté sur la contribution des invités.

Joao dos Reis, un réfugié qui s'est enfui en novembre du Timor Est, a expliqué au groupe la situation actuelle dans le territoire. Il a parlé de la résistance et des violations des Droits de l'Homme menées par les autorités indonésiennes. Interrogé sur l'ouverture du territoire à l'extérieur, il a clarifié qu'il n'y a qu'8 sur les 13 provinces qui sont soi-disant ouvertes à l'extérieur. Il avertit que ceci est encore une manœuvre des autorités indonésiennes, sans fondement réel, pour qu'elles puissent continuer à contrôler tous les visiteurs. Même les Timorais de l'Est d'Australie, à qui on a permis de visiter l'île, étaient en permanence sous surveillance, et ne purent pas quitter Dili, la capitale. Ceci est dû au fait que les forces d'occupation contrôlent les villes principales, mais la plus grande partie du territoire reste sous le contrôle des forces de résistance FALINTIL. Un des principaux sujets pour lequel, pense-t-il, les organisations pourraient aider est soutien légal aux prisonniers timorais.

"COY", un réfugié en Australie, et à présent au Portugal, a appris avec enthousiasme que le MCP travaille sur le Timor Est. En ce qui concerne le FRETILIN, elle aimerait que le MCP s'engage dans les réunions des Comités des Nations Unies sur la décolonisation et sur les Droits de l'Homme. Elle pense que le fait que le MCP soit une nouvelle organisation peut beaucoup apporter pour sa participation en tant que requérant dans ces comités. Elle pense aussi que le MCP peut jouer un rôle important dans la diffusion des informations qui viennent du territoire, et pour motiver d'autres organisations internationales à la question du Timor Est. Elle exprime le soutien et la coopération du FRETILIN pour toutes activités que le MCP peut organiser. Pour finir, elle insiste sur le fait que nous ne devons pas regarder le Timor Est avec des sentiments de pitié ou de tristesse, mais plutôt le faire avec joie et "esprit". Bien que la situation soit dramatique, les perspectives sont bonnes et il faut que nous soyons optimistes.

Dr Moisés do Amaral, président de l'UDT (Union Démocratique Timoraise), a commencé par clarifier que, bien que l'UDT et le FRETILIN sont deux partis timorais différents, ils travaillent étroitement ensemble et leur conflit est résolu, ils ont fondé la "Convergence Nationaliste".

Il accueille aussi avec joie l'engagement du MCP, une organisation internationale de jeunesse, dans le problème du Timor Est et a cité quelques domaines possibles de travail pour le MCP. Il pense que le lobby au Parlement Européen après la résolution de septembre est très facile, plus facile souvent que celui des parlements nationaux. Il attire l'attention sur les prochaines élections européennes qui sont proches, qui sont une bonne opportunité pour questionner les candidats sur leur position vis-à-vis du problème. Il a aussi attiré l'attention sur le travail sur les pays européens un par un. Il avertit que, étant donné le fait que le Secrétaire Général des Nations Unies a reçu un mandat de l'Assemblée Générale pour rechercher une solution pacifique d'ici deux ans, il pourrait renvoyer à tout moment le problème à l'AG. Tout dépend de lui. Et s'il agit ainsi, il y a le risque que l'AG prenne une résolution contre les intérêts du peuple timorais. Les pays clés sur lesquels faire pression sont les pays d'Afrique Centrale et ceux d'Amérique Latine ainsi que le Canada. Les pays européens, vu les positions récentes de la CE, ne devraient pas être un problème, mais certains cas individuels posent des doutes.

Il pense aussi que beaucoup de travail doit être fait au niveau de l'Eglise, à savoir lui rappeler ses responsabilités et lui demander de soutenir une église indépendante au Timor Est. Il a aussi exprimé son inquiétude quant au fait du soutien légal pour les prisonniers et réfugiés. Parlant encore du Parlement Européen, il a expliqué qui votait pour qui, et a noté les cas de l'Espagne, Pays-Bas et la RFA comme les pays les plus "dangereux" pour leurs relations économiques qu'ils ont avec l'Indonésie.

"COY" a ajouté le rôle spécifique et la souffrance des femmes au Timor Est. Elle pense qu'il est très important de mentionner le fait que, chaque fois qu'une femme va dans un hôpital sous contrôle indonésien, soit le bébé soit la mère meurt. Elle a cité un taux de mortalité à la naissance de 95%, le plus élevé dans le monde. Elle a aussi présenté le rapport de la presse internationale, à savoir que récemment, plus de 200 enfants sont morts dans un hôpital à cause d'un mauvais traitement prescrit. Elle dit que c'est une stratégie délibérée des autorités indonésiennes qui changent souvent les étiquettes des médicaments de sorte que les gens finissent par s'empoisonner eux-mêmes sans le savoir. Elle a cité d'autres pratiques brutales dans les hôpitaux, à savoir le chantage sur les gens qui ont besoin d'être opérés. Elle a aussi exprimé son indignation quant à l'engagement de la Croix Rouge internationale et indonésienne (la même chose) dans ces pratiques, à savoir l'administration forcée aux femmes timoraises du Deprovera, un contraceptif interdit par l'Organisation Mondiale de la Santé pour sa nocivité.

Le groupe de travail a remercié la participation des orateurs invités, et ont continué avec la définition des stratégies et des plans d'action pour les branches et le MCP international.

Il est d'accord pour que les activités soient menées à deux niveaux différents, un qui est la pression politique et un autre qui est la conscientisation, les deux étant précisément liés. Ces deux niveaux de travail doivent être menés et au niveau national et au niveau international.

Le groupe de travail pense aussi que pour être plus efficace, il nous faut travailler avec des organisations, nationales et internationales, qui travaillent déjà sur le Timor Est.

En ce qui concerne le MCP, le groupe considère important que le CD de février et/ou le Congrès adopte une résolution sur le Timor Est pour que la position dans laquelle nous sommes soit claire.

3. Activités au niveau national

Le groupe de travail a examiné les diverses possibilités de travailler au niveau national sur le sujet du Timor Est. Un de nos domaines principaux d'action peut être les chantiers, mais il y a beaucoup d'autres possibilités.

Il a considéré comme important qu'il soit rappelé que le travail sur le thème annuel peut et doit avoir aussi un aspect pédagogique très important, au sens du développement des nouvelles méthodes de travail au sein du MCP, auxquelles nous n'avons pas pu jusqu'à présent travailler par manque de préparation ou de motivation. On cite, par exemple, le travail avec ou pour la presse et le travail politique de lobby, deux aspects qui sont très importants pour une organisation avec les objectifs du MCP, et importants pour le travail sur un sujet comme le Timor Est.

Le groupe de travail a élaboré une série de suggestions d'activités que les branches peuvent organiser au niveau national, selon les spécificités et les intérêts de chaque pays ou branche. Il élabore aussi une description de ce que le Secrétariat Européen devrait faire pour soutenir les activités faites au niveau national. Les deux propositions sont mises en annexe à ce rapport.

4. Activités au niveau international

Pour les activités qui devraient être organisées par le MCP international, le groupe de travail a aussi préparé diverses propositions, qu'il demande au CD d'adopter. Vous les trouverez ci-joint en annexe.

5. Moyens financiers

Le groupe de travail est très concerné par le fait que le thème annuel n'ait été décidé qu'en octobre, à un moment où les activités internationales du MCP sont déjà définies. De plus du fait qu'il y a un programme incohérent d'activités internationales, cette situation ne permet aucune possibilité au Secrétariat Européen de rechercher un soutien financier. Pour arrêter cette situation difficile, le groupe de travail recommande que le CD étudie la possibilité d'adopter le thème annuel au CD de février pour l'année prochaine.

En ce qui concerne les moyens financiers pour cette première année du thème annuel, le groupe de travail suggère que la plus grande partie de financement vienne des branches. Les activités suggérées demandent de petites dépenses. De plus, si la demande que le Secrétariat Européen a introduite auprès de la DG VIII des Communautés Européennes est acceptée, l'argent pourrait être utilisé pour soutenir les activités soit des branches soit du Secrétariat Européen.

Comme principe général, le groupe de travail recommande fortement que l'information des activités dans chaque branche soit envoyée à toutes les branches, pour qu'il puisse y avoir une coordination des efforts et un partage des frais. Le groupe de travail propose aussi que si on fait une publication actualisée sur le Timor Est ou une collection de cartes postales, elles soient vendues, on récoltera ainsi des fonds et on poursuivra nos objectifs de conscientiser sur le Timor Est.

Enfin, le groupe trouve que si la décision du CD d'adopter un thème annuel est prise, il serait assez incohérent que le travail sur cela ne se fasse pas pour des raisons financières.

6. Rôles et tâches des membres du groupe de travail

Teresa a exprimé sa disponibilité à travailler à la publication. Elle sera en contact étroit avec le groupe portugais de solidarité et les représentants du FRETILIN au Portugal.

Marc Bouché veut commencer à rassembler de l'information sur le comment faire du lobby sur le Parlement Européen.

Le groupe de travail attend la décision du CD pour répartir davantage de tâches pour d'autres activités.

Pour terminer, le groupe de travail a pensé qu'il était important qu'une deuxième réunion se fasse en mai ou juin, et qu'une autre ait lieu à la fin de l'année pour faire une évaluation du travail effectué.

R.G. Bruxelles, le 02/02/89

Traduction française.

- o -

SUGGESTIONS D'ACTIVITÉS AU NIVEAU NATIONAL

1. Conscientisation

- a) Lancer des chantiers sur le sujet du Timor Est. Chaque chantier organisé par les branches devrait comporter au moins une après-midi ou soirée destinée à la présentation de la question.
- b) Organisation de sessions dans des écoles supérieures ou universités.
- c) Organisation d'activités avec ou dans des paroisses.
- d) Organisation de sessions culturelles.
- e) Insertion dans les publications et bulletins de chaque branche d'un espace pour l'information sur le Timor Est.
- f) Attirer l'attention de la presse et radio locale sur le sujet.
- g) Lancement de sessions d'information chez les autres ONG. Rechercher leur coopération. Contacter des organisations ou personnes qui travaillent ou ont travaillé sur le Timor Est. Une liste d'adresses est disponible au Secrétariat Européen.
- h) Organisation d'un voyage avec des Timorais de l'Est. Ça pourrait se faire à l'occasion de chantiers ou de sessions (culturelles ou politiques) et devrait se faire en coopération avec d'autres associations et branches MCP.

2. Travail politique

- a) Lettres aux membres nationaux du Parlement Européen, en les questionnant sur leur position sur le Timor Est (surtout ceux qui ne votent pas). A l'occasion des Elections Européennes, ceci pourrait être très efficace. Des interviews avec les MPE, quand cela est possible, serait le meilleur complément. (liste des membres et des adresses disponible au S.E.).
- b) Dénonciation à la presse, aux Parlements Nationaux et aux Ministères des Affaires Etrangères des liens existant entre chaque pays et l'Indonésie. (documentation disponible au S.E.).
- c) Organisation d'un pétitionnement sur les violations indonésiennes des Droits de l'Homme, et l'implication des pays européens; toutes ces pétitions pourraient être coordonnées et envoyées le 17 décembre, par exemple, aux ambassades indonésiennes de chaque pays. *yomo*
- d) Préparation d'un rallye ou manifestation devant les ambassades indonésiennes, soit à la date de l'intégration, soit à celle de l'invasion. Si cela est fait simultanément par toutes les branches, cela pourrait être plus efficace.

Ce sont des suggestions d'activités. Chaque branche peut songer à d'autres,

Et pour finir: Dans chaque branche, il devrait y avoir une personne pour s'occuper spécialement du thème annuel (facilitant ainsi la collaboration et l'échange entre les branches MCP).

PROPOSITIONS D'ACTIVITES INTERNATIONALES

Note: Voici les propositions pour 1989, le groupe de travail demande au CD de prendre une décision sur ces (ou d'autres) activités.

1. Soutien aux activités faites par les branches

- a) Publication actualisée sur le sujet du Timor Est. Qui sera utilisé par les branches et vendue publiquement.
- b) Copie et traduction des cassettes vidéo déjà existantes qui pourraient être utilisées dans les chantiers ou sessions d'information.
- c) Impression d'une affiche que les branches pourraient compléter pour faire la publicité de leurs activités.
- d) Impression d'une ou deux cartes postales qui seront vendues par les branches, ce serait donc une activité de récolte de fonds.
- e) Envoi régulier une information actuelle sur le Timor Est soit par l'INFO ou/et par courrier aux branches.
- f) Création d'un centre de documentation où les branches ou autres organisations pourraient obtenir de l'information ou du matériel de travail.
- g) Coordination et diffusion de l'information sur les activités faites par les branches.
- h) Coordination, si cela est possible et nécessaire, d'une tournée des Timorais par les branches.

2. Activités Strictement Internationales

- a) Organisation d'une conférence internationale à Bruxelles, destinée à la presse et aux politiques, avec des représentants Timorais, des Parlementaires Européens et un représentant de l'Indonésie. Le 7 décembre pourrait être une bonne occasion, si à la même date, les branches lancent des actions au niveau national. Cette activité se ferait en coopération avec la branche belge.
- b) Que tous les représentants du MCP international dans les instances internationales diffusent notre campagne et, essayent, chaque fois qu'il en est possible, que ces instances produisent une résolution sur le Timor Est.
- c) Contact avec d'autres organisations internationales ou européennes pour une coopération sur les activités internationales sur le Timor Est.
- d) Etude d'opportunité et recherche de possibilité de participation comme requérant dans les auditions des NU sur le Timor Est.
- f) Insertion dans tous les séminaires d'un point sur le Timor Est.

En ce qui concerne les moyens pour mettre en pratique ces activités, le groupe de travail accepte la possibilité d'avoir quelqu'un qui travaille au S.E. sur ce sujet. Il propose aussi que l'on programme un temps précis au CD d'octobre et au Congrès International pour discuter et évaluer les activités sur le thème annuel.

En outre, le groupe de travail propose que le CD vote sur une première déclaration politique sur la question du Timor Est. Celle-ci (ou celle qui sera adoptée par le Congrès) serait alors envoyée à d'autres organisations pour qu'elles la signent.